

UNE LOI EN CONTRADICTION AVEC LES DEMANDES DE LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE

Nos premières analyses après la publication de l'avant-projet de loi gouvernemental dit "pacte recherche", trouvent un écho important. Avec le SNESUP, d'autres organisations syndicales, SLR appellent les chercheurs, enseignants-chercheurs et autres acteurs de la recherche à dénoncer les manœuvres du pouvoir qui prétend entendre nos préoccupations alors qu'il déstructure la recherche, la déconnecte de l'enseignement supérieur et aggrave tous les dispositifs de pilotage et de contrôle bureaucratique tant des établissements que des personnes.

C'est à un très haut niveau qu'il convient de porter dans les prochains jours la mobilisation des collègues.

Un premier temps fort est ce jeudi, à l'occasion de la fête de la science, par des Assemblées générales convoquées le plus largement avec les collectifs locaux de SLR et de l'intersyndicale par exemple afin de débattre du texte connu depuis la semaine dernière, de nos contre-propositions et des initiatives les plus unitaires qu'il est urgent de décider. Dans ces AG, seront aussi débattues les suites à donner à l'action au cours des prochaines semaines.

Un tract est disponible sur le site du SNESUP (voir extraits ci-dessous). Il est indispensable de le rendre optimal par l'indication du rendez-vous de débat et de lutte qui est décidé pour ton établissement. Dans Bon courage. Avec nos sincères et cordiales salutations syndicales.

Jean FABBRI, Secrétaire Général

POUR une VRAIE Loi d'Orientation et de Programmation Recherche

Le Gouvernement voudrait imposer un « Pacte » orientant la recherche publique dans une voie d'affaiblissement et de soumission aux intérêts privés. C'est un projet de mise en concurrence marchande des établissements, des équipes, des personnes, à contre pied des propositions élaborées par la communauté scientifique.

EMPLOIS et CREDITS: Prendre en compte l'ensemble des besoins...

dans l'ensemble des champs de la connaissance, en recherche, comme en formation sur l'ensemble des cycles et pour tous les établissements. Il faut plus de chercheurs dans tous les laboratoires. La force de l'université c'est l'articulation enseignement-recherche tout au long des cursus. Imposer une véritable programmation sur au moins 10 ans, au niveau de 5000 emplois d'enseignant-chercheurs et chercheurs par an, au niveau des besoins de crédits de la recherche publique. Dans le projet, la priorité est donnée à la logique de projets au détriment de la recherche programmée des labos. Les besoins des universités (3 milliards €) sont purement ignorés !

JEUNES CHERCHEURS : sortir de la précarité

Disposer de revenus et de garanties statutaires pendant le doctorat (statut du doctorant), accéder à un emploi stable et attractif au plus près de la thèse.

Défendre nos métiers, nos carrières, nos statuts :

Réduction statutaire des services d'enseignement, déblocages de carrière, revalorisation des salaires, évaluation juste, transparente et contradictoire, de l'ensemble des activités, par des Instances démocratiques.

Contre la recomposition libérale de l'université, défendre et développer le service public et l'ensemble de ses établissements :

Renforcer, élargir, renouveler la vie démocratique dans les

universités, développer les coopérations entre établissements, entre universités et grands organismes de recherche, notamment par des PRES démocratiquement établis.

Le projet de Robien privilégie en tous domaines les règles de la gestion privée. Sous couvert d'excellence, c'est l'option libérale de la concurrence marchande. C'est le dépérissement du CNRS et autres organismes de recherche, en particulier avec le rôle et les moyens incontrôlés dévolus à l'ANR. C'est la prévalence de 6 ou 7 « campus de recherche » inféodés aux financements privés dans le cadre des fondations. C'est la fracture universitaire des formations et du territoire : entre le L du plus grand nombre d'universités et le MD de quelques pôles d'excellence.

Agir ensemble et au plus vite : 1^{er} temps fort jeudi 13 octobre

EXTRAITS DU COMMUNIQUE

INTERSYNDICAL - 13 OCTOBRE : OUI A LA FETE DE LA SCIENCE, NON A SA DEFAITE

[....]

Sur la lancée de la dynamique du 4 octobre pour l'emploi et les salaires, les services publics, de la journée « facs mortes », les organisations syndicales soussignées, dans l'unité la plus large, appellent les personnels et les étudiants à poursuivre l'action.

Dans la « semaine de la fête de la science », elles les invitent le 13 octobre à se réunir en assemblées générales dans les labos, les établissements pour analyser en commun l'avant-projet de loi gouvernemental rendu public le 5 octobre, à débattre, à faire connaître largement leurs préoccupations, leurs demandes, leurs propositions : signez massivement la pétition. Ensemble, elles s'adresseront à la population qui les soutient depuis le début de leur mouvement...

Paris, le 5 octobre 2005

COMMUNIQUE SLR

La Loi sur la recherche a les couleurs des Etats Généraux, reprend les mots des Etats Généraux, mais elle est en profonde contradiction avec les Etats Généraux de la Recherche.

Pour expliciter cela et en débattre, des assemblées générales seront organisées à travers la France le 13 octobre 2005, à l'initiative de SLR, de syndicats et d'autres organisations.

Soyons des citoyens informés et conscients de ce qui est en train de se jouer, informons-nous !